



Alors que la Bas menace Paul Biya à Genève, des activistes pro-régime projettent d'assassiner l'opposant, sans que le gouvernement ne daigne réagir.

Dans un communiqué rendu public hier, le ministre de la Communication « appelle au patriotisme des concitoyens de la diaspora, à leur honorabilité et à leur sens de responsabilité, pour qu'ils s'abstiennent de mener de telles actions inopportunes, déshonorantes et pernicieuses, qui ne peuvent que jeter l'opprobre sur tous et faire du tort à leur propre pays ». Réagissant ainsi aux menaces de perturbations de la tranquillité du président de la République Paul Biya, tel que projeté par des activistes camerounais établis en Europe. Manifestation autorisée par les autorités suisses pour ce samedi 17 juillet 2021 devant l'hôtel intercontinental de Genève. René Emmanuel Sadi convoque la constitution du Cameroun en son article en son article 5 (1) et 8, pour d'une part rappeler que « le président de la République est le chef de l'Etat », et d'autre part que « le président de la République représente l'Etat dans tous les actes de la vie publique ». Avant d'indiquer qu'à ce titre, « le chef de l'Etat n'est ni le chef d'une région, ni le chef d'un groupe, ni le chef d'une communauté ou d'une corporation... »

C'est un cours d'éducation civique, mieux, de droit, que la diaspora, notamment les activistes de la Brigade antisardinard (Bas) mobilisés depuis la dernière élection présidentielle, n'a visiblement pas assimilé et n'en veut pas. Ils ont pris le relai du Code qui braillait très souvent

lors des visites de Paul Biya à l'étranger, et vont plus loin. Mercredi déjà, l'hôtel qui abrite Paul Biya a vécu un avant-goût de ce qui attend le numéro un camerounais demain, avec une incursion de « réfugiés de la crise du Noso », mélangés à des éléments de la Bas, puis l'assaut de femmes dénudées. Ces assaillants exposent les problèmes du Cameroun à travers des affiches et des mots qu'ils lancent à l'endroit des responsables de l'hôtel Intercontinental et des éléments de sécurité postés devant ces locaux, en menaçant de « capturer » le chef de l'Etat. « La résolution des problèmes auxquels pourrait être confronté notre pays, ne se trouve point hors du Cameroun, mais à l'intérieur du Cameroun, et dans le cadre des institutions de la République », sensibilise René Sadi. Un message qui aura du mal à passer, tant toute initiative visant à dénoncer les travers des gouvernants est matée par la force. Les manifestations à caractère vindicatives presque systématiquement interdites. Ceux qui ont essayé de revendiquer la « vérité », ou du moins la transparence dans la gestion des chantiers de la Coupe d'Afrique des nations (Can) ou des fonds Covid, sont passés par la case prison.

De toutes les façons, Yaoundé a organisé à son tour une mobilisation d'autres citoyens de la diaspora acquis à la cause du régime. « Ils viendront témoigner leur soutien au président de la République », a-t-on appris d'un activiste pro-régime. En clair, la diaspora camerounaise devrait être divisée demain sur la place de la Nation, entre partisans et adversaires du régime du Renouveau.

Sécurité absente ?

Entre temps, Billy Akele, un activiste pro-régime, a campé devant le domicile du Pr Maurice Kamto lundi dernier avec une arme à feu, menaçant d'assassiner l'opposant qu'il voit derrière la manifestation projetée à Genève. Ce Camerounais revenu récemment d'Europe, n'en est pas à son premier acte du genre contre le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). La police qui a campé des mois durant devant le domicile de Maurice Kamto, l'empêchant de se mouvoir au motif que son parti a organisé les marches du 22 septembre 2020, ne s'est pas pointé. Sur les réseaux sociaux, d'autres acteurs favorables au renouveau essaient de rétablir l'équilibre de la terreur. Entre autres, ces derniers rappellent que Marcel Niat, le président du Sénat, se trouve lui aussi en Europe, mais n'est pas inquiété. Face à tout cela, le gouvernement est resté muet. Un message attribué à Samuel Mvondo Ayolo, Directeur du Cabinet civil (Dcc) de la présidence de la République, dénonce l'attitude de ceux qui veulent perturber la quiétude de Maurice Kamto. Estimant que Paul Biya ne peut pas condamner un acte à l'étranger et le cautionner au pays. Non sans menacer d'interpeller ceux qui se rendront à Santa Barbara ce samedi. Un message dont l'authenticité est contestée par certaines sources, estimant que le Dcc ne saurait empiéter sur le domaine de compétence des responsables de la sécurité. Toujours est-il que ni la police, ni la gendarmerie n'ont manifesté quelque action pour empêcher qu'une situation similaire ne survienne.

La Nouvelle Expression du 16 juillet 2021